

Chaînes de valeur mondiales en Afrique du Nord

Daide del Prete et Giorgia Giovannetti

L'Afrique du Nord n'a pas réussi à appréhender les changements dans les modèles de commerce ni accéder massivement aux réseaux de production

Les chaînes de valeur mondiales sont un moyen important de rapprocher les pays en développement de la production et du commerce mondiaux

Indépendamment de sa position au sein de la chaîne de valeur, il est indispensable que l'entreprise respecte des exigences de qualité, de coûts et de fiabilité minimales

Au cours des 20 dernières années, le progrès technologique et la diminution des barrières commerciales ont changé le mode de production de biens et de services. La croissance du commerce de biens intermédiaires par opposition aux biens finaux, tire son origine de la « désagrégation » de la part de plusieurs pays, des différentes étapes de la production qui auparavant étaient réalisées très près les unes des autres. Aujourd'hui, l'analyse du commerce international se déroule normalement dans un contexte de chaînes de valeur mondiales (CVM), un concept qui englobe tout un éventail d'activités requises pour apporter un bien ou un service au consommateur final, depuis le design du produit jusqu'à la distribution.

Les CVM représentent une fragmentation verticale du processus de production : les parties et les composants se produisent dans des pays différents, puis ils sont ensuite montés au cours d'une séquence tout au long de la chaîne ou bien dans un emplacement final. Les réseaux d'entreprises concernées sont très complexes et vont des activités de fabrication jusqu'à la logistique et au transport, y compris les agents de douane et autres services.

Dans ce contexte, les pays ne font plus l'objet d'analyses importantes. Pour évaluer le niveau de compétitivité d'un pays et l'impact des politiques

économiques, il faut aussi absolument prendre en considération la dimension transfrontalière du processus de production au niveau de l'entreprise. Les compagnies ne sont plus obligées de disposer de la capacité nécessaire dans le pays pour exécuter les étapes les plus importantes ni de l'expérience pour exporter. Elles peuvent simplement contribuer à la chaîne de production en tant que fournisseurs d'intrants intermédiaires et agir comme des sous-traitants, même à plusieurs niveaux en dessous de l'acheteur final.

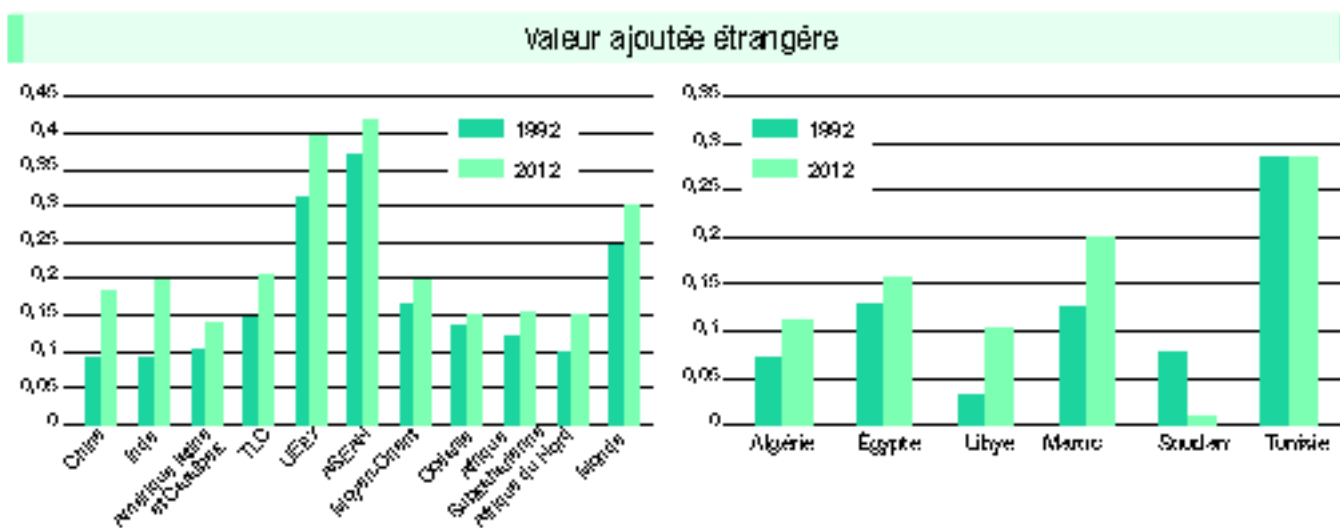
La participation à une chaîne d'approvisionnement et la coopération à un réseau de partenaires aux deux extrémités de la chaîne peut améliorer les flux d'information et les possibilités d'apprentissage d'une compagnie et introduire de nouvelles pratiques d'entreprises, ainsi qu'une technologie plus avancée, ce qui favorise d'ailleurs la croissance. La redistribution des ressources affectées à des activités moins productives vers de nouvelles activités plus connectées est fondamentale. Pour partager les avantages découlant de ce processus, il est très important d'associer la croissance économique au progrès social, c'est-à-dire, combattre le chômage et améliorer les conditions de travail des travailleurs locaux à une certaine étape de la chaîne. Par exemple, la Chine a commencé à s'intégrer aux CVM en

se spécialisant dans les activités de montage de produits finis. Ensuite sa participation a atteint une catégorie supérieure en montant une base concurrentielle de fourniture de produits intermédiaires et en améliorant la qualité de ses exportations.

Jusqu'à présent, l'Afrique du Nord n'a pas été capable d'appréhender les principaux changements qui se sont produits dans les modèles de commerce ni d'accéder massivement aux réseaux de production. Contrairement à l'Asie, les réseaux de chaînes d'approvisionnement ne se sont pas développés au niveau régional, mais au fur et à mesure que la Chine progresse dans la chaîne de valeur, l'Afrique du Nord peut devenir le nouveau centre de production à forte intensité de main-d'œuvre, et élargir ses secteurs technologiques. Malgré une position géographique et logistique relativement bonne, la plupart des entreprises nordafricaines, en particulier les petites entreprises, sont restées surtout « locales », avec une production in situ pour le marché national. Leur participation aux CVM est encore limitée et se produit surtout dans les étapes à faible valeur ajoutée, leur part de marché mondial restant très faible, au niveau des années quatre-vingt-dix.

Cet article expose dans quelle mesure les pays d'Afrique du Nord, considérés aussi bien dans une perspective

Giorgia Giovannetti, professeur d'Économie internationale à l'université de Florence; Davide del Prete, doctorant en Économie dans le département d'Économie et des Sciences sociales à l'université de Rome La Sapienza.



macroéconomique que microéconomique, ont réussi à entrer dans les chaînes d'approvisionnement. Puis il étudie ce qui peut se faire pour accroître leur participation, ainsi que les implications en matière de politiques.

Perspective 'macro' : les tendances du commerce à valeur ajoutée

Étant donné qu'à l'heure actuelle, les différentes étapes d'un même processus de production sont réparties entre divers pays, les intrants intermédiaires franchissent les frontières plusieurs fois et sont comptabilisés à chacune d'elles. De ce fait, les statistiques conventionnelles sur le commerce sont de moins en moins fiables en tant qu'indicateurs de valeur apportée par un pays donné. Pour pallier cet inconvénient, il est nécessaire de mesurer les échanges en termes de valeur ajoutée, ce qui est possible en utilisant les tableaux entrées-sorties.

Dans cette section qui se sert de la base de données UNCTAD-EORA utilisant les tableaux entrées-sorties pour estimer le poids des importations contenu dans les produits exportables et le commerce à valeur ajoutée, nous analysons la participation des pays d'Afrique du Nord aux CVM.

La part de la valeur ajoutée étrangère (VAE) et celle de la valeur ajoutée domestique (VAD) dans les exportations d'un pays sont deux des principales mesures de la participation de celui-ci aux CVM. Au niveau mondial, la VAE moyenne était d'environ 30 % en 2012. Ce qui signifie, grosso modo, que cette année-là sur 21 billions d'exportations mondiales de biens et de services, quelque six billions ont été apportés par des pays tiers pour être exportés ensuite et elles ont donc fait l'objet d'un « double comptage » dans le commerce mondial. Les 15 billions restants sont la valeur ajoutée que le commerce a réellement apporté à l'économie mondiale.

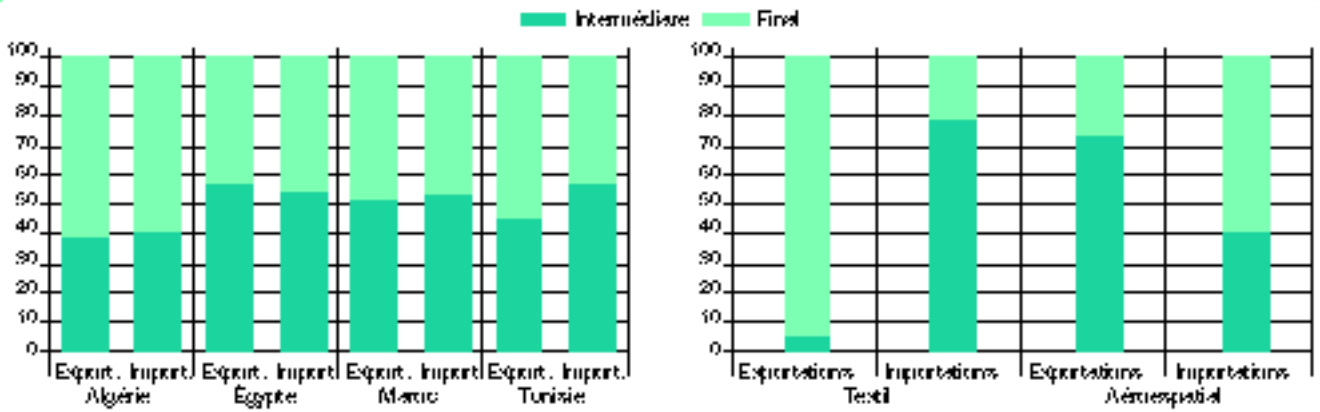
Au niveau national, la VAE des exportations indique quelle part des exportations brutes du pays se compose d'intrants qui ont été produits par des pays tiers ou dans quelle mesure les exportations du pays dépendent des contenus importés (c'est-à-dire, intégration vers l'amont). C'est aussi une indication du niveau de spécialisation verticale des économies, car elle considère jusqu'à quel point les activités économiques d'un pays sont axées sur des tâches et des étapes particulières des CVM.

En Afrique du Nord, la VAE représentait 15 % en 2012, tandis que le pourcentage restant (85 %) se composait de la valeur ajoutée domestique. Dans la même région, la VAE représentait 9,7 % en 1992, tandis qu'au niveau mondial elle était de 24 %. Ce qui signifie que l'in-

tégration a augmenté de 22 % au niveau mondial et environ 54 % en Afrique du Nord. Et plus précisément, le Maroc (57 %) et l'Algérie (57 %) ont doublé la variation en pourcentage de leur VAE tout au long des 20 dernières années.

La contrepartie de la VAE est la valeur ajoutée domestique (VAD), la part des exportations produite dans le pays ou la part des exportations contribuant au PIB (c'est-à-dire, la participation au commerce à valeur ajoutée nationale). Parmi les facteurs qui ont une influence sur la participation de la VAD, la taille de l'économie est sans aucun doute la plus importante. Les grands pays comme les États-Unis (86 %) et le Japon (82 %) ont généralement des chaînes de valeur internes significatives et dépendent moins des intrants de l'étranger. La composition des importations et la position dans les chaînes de valeurs mondiales exercent aussi une influence : les pays dont les exportations sont dans une large mesure composées de matières premières comme la Russie (89 %) et l'Arabie saoudite (85 %), ont généralement des parts relatives du commerce à valeur ajoutée domestique plus élevées, étant donné que leurs exportations se trouvent au « début » des CVM et qu'ils demandent peu d'intrants de l'extérieur. Et finalement, la structure des exportations des pays réexportateurs, comme Hong Kong (39 %), Singapour (35 %) et la Hollande (44 %) fera que la participation de la VAE au commerce soit plus élevée et que celle de la VAD soit plus faible.

Commerce de biens Intermédiaires en Afrique du Nord (%)



Source : Élaboration des auteurs à partir de données de SDN (Global Trade in Goods by Industry and End-use (STDG), 1990-2014)

Les pays d'Afrique du Nord affichent dans l'ensemble un pourcentage de VAD relativement élevé (85 %). Le Soudan, la Libye et l'Algérie présentent des taux plus élevés (99 %, 89 % et 88 % respectivement), ce qui indique une tendance relativement limitée à l'importation de biens intermédiaires.

L'importance des CVM n'a pas cessé de croître au cours de ces dernières décennies et 60 % environ du commerce mondial se compose de biens et de services intermédiaires incorporés à différentes étapes de la production.

En 2012, le commerce de biens intermédiaires des pays de l'Afrique du Nord a représenté environ 50 %. Le plus haut pourcentage d'exportations de ce type de produits correspondait à l'Égypte (57 %), suivi par le Maroc (53 %). Par ailleurs, la Tunisie affiche le taux le plus élevé d'importations de biens intermédiaires (59 %).

Il peut s'avérer utile de donner quelques exemples pratiques de cas de CVM existant en Afrique du Nord et de les associer avec ces données.

L'industrie textile du Maroc est un fournisseur clé des chaînes de distribution de la mode éphémère – comme par exemple Zara – grâce à sa proximité du marché. Ce qui est un facteur déterminant pour les chaînes de distribution rapide étant donné la souplesse et la réactivité des fournisseurs à répondre efficacement aux évolutions de la demande. Avec le temps, l'association de l'industrie textile marocaine a réussi à créer un code de conduite et un label so-

cial promu par le secteur et dénommé « Fibre Citoyenne » que les détaillants de mode ont trouvé attrayants, ce qui s'est traduit par une amélioration satisfaisante dans les chaînes de valeur mondiales de la mode. Leurs travailleurs ont partagé les bénéfices de cette mise à niveau économique par une amélioration de leurs compétences et en bénéficiant d'une amélioration sensible des standards. Par exemple, dans le secteur textile, le Maroc importe surtout des biens intermédiaires et une fois qu'ils sont traités, il exporte les biens finaux.

En outre, le pays est aussi « une base arrière pour l'industrie aérospatiale française ». Tous les Airbus répartis dans le monde volent avec des pièces fabriquées par l'industrie aéronautique locale qui emploie 10 000 personnes et qui a prévu de doubler le nombre d'entreprises du secteur d'ici 2020, soit 20 000 postes de travail qui sont en jeu dans cette affaire. Dans ce cas, le Maroc importe des biens intermédiaires et exporte des composants de l'aéronef.

Perspective 'micro' : les entreprises dans les chaînes de valeur mondiales

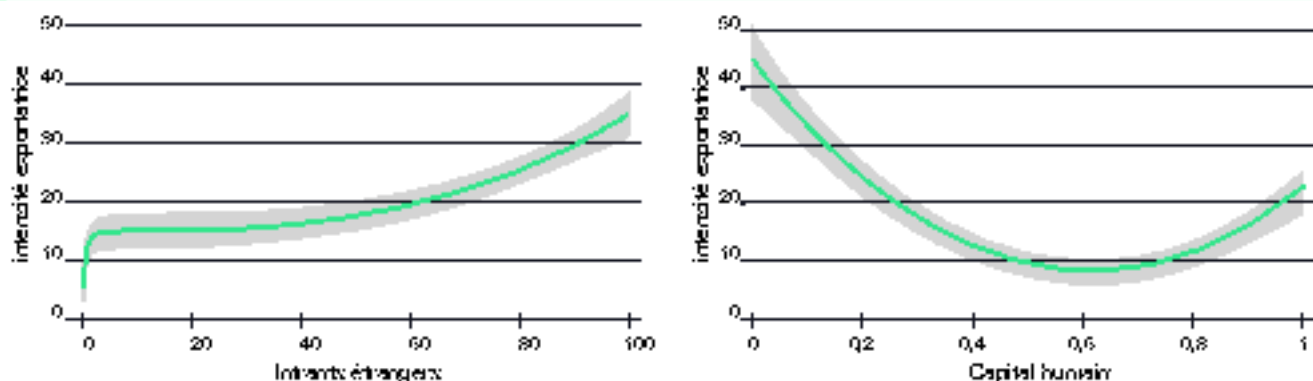
Les chaînes de valeur mondiales ont déplacé la cible de l'analyse économique des pays vers les entreprises. Étant donné la fragmen-

tation internationale de la production en tâches individuelles, les entreprises peuvent actuellement se spécialiser dans une étape particulière de ces chaînes.

On parle de plus en plus du rôle des entreprises intermédiaires et de leurs processus. En particulier, l'amélioration des résultats des entreprises participant à une CVM exige un changement de la nature et de la combinaison des activités qui sont menées à bien à chaque étape, tout au long de la chaîne et les relations entre elles. Par conséquent, les capacités techniques et relationnelles des entreprises peuvent être des facteurs déterminants des résultats du fournisseur. À ce sujet, divers auteurs estiment que s'incorporer à la chaîne d'approvisionnement peut s'avérer primordial, même pour des petites entreprises moins productives, en leur fournissant des mesures incitatives et l'occasion de mettre à niveau leurs capacités techniques.

Pour notre analyse au niveau de l'entreprise, nous utilisons un sous-ensemble de la base de données originale de l'Enquête sur les entreprises de la Banque mondiale, particulièrement axée sur les compagnies des pays d'Afrique du Nord. Le sous-ensemble nous donne des informations sur les caractéristiques des compagnies selon différents paramètres comme la taille, la titularité, l'état de leur activité commerciale et leurs performances. Les données de 1 885 entreprises de trois pays d'Afrique du Nord – l'Algé-

Intégration et capital humain en Afrique du Nord



Source : Afrikamémorandum sur le développement économique de l'Afrique du Nord, Banque Économique Arabe, différents pays, 2017.

rie, l'Égypte et le Maroc –, pour lesquelles il existait des données disponibles en 2007, ont été recueillies.

Comme on pouvait s'y attendre, les grandes entreprises sont les plus internationalisées, comme le prouve leur plus grand pourcentage d'opérateurs bidirectionnels. De même, la titularité joue aussi un rôle dans l'internationalisation. Les entreprises étrangères intervenant dans des activités d'importation et bidirectionnelles sont relativement plus nombreuses que les entreprises nationales.

De plus, l'intégration peut être un facteur clé pour les résultats économiques d'une entreprise. Ainsi, les compagnies où domine l'intégration en amont exportent beaucoup plus. Cependant, les productions nécessitant beaucoup de main-d'œuvre risquent d'être confinées dans des chaînes à faible productivité. L'intensité des exportations est plus élevée pour des niveaux de capital humain faibles (et très élevés). Ce résultat est un argument en faveur du besoin d'établir un lien plus solide entre relèvement économique et social.

Au Maroc par exemple, ces statistiques révèlent la participation de ses firmes aux CMV. Environ 30 % sont uniquement nationales, tandis que 33 % sont des importatrices, 30 % sont des opérateurs bidirectionnels et seulement 6 % sont des firmes exclusivement exportatrices, ce qui signifie que 70 % des compagnies sont internationalisées. Comme il a été exposé plus haut, les secteurs du textile, de l'ha-

billement et du cuir sont parmi les plus internationalisés, avec seulement 20 % des entreprises nationales.

Conclusions

Cet article est une première tentative d'étudier, aussi bien à partir d'une perspective macroéconomique que microéconomique, dans quelle mesure les pays d'Afrique du Nord sont intégrés dans les CVM, en utilisant différents ensembles de données. Nos résultats montrent que l'Afrique du Nord n'a pas encore réussi à accéder massivement aux réseaux de production mondiaux, bien que leur intégration en amont augmente nettement avec le temps. Les différents pays sont intégrés de façons diverses et les exemples de réussite de participation fructueuse à une chaîne de valeur sont peu nombreux, ce qui indique qu'ils risquent de se trouver confinés dans des étapes à faible valeur ajoutée. Cependant les CVM sont un moyen important de rapprocher les pays en développement de la production et du commerce mondiaux, ce qui peut favoriser la tendance des PME à exporter.

Indépendamment de sa position au sein de la chaîne de valeur, il est indispensable que l'entreprise respecte des exigences de qualité, de coûts et de fiabilité minimales. Les stratégies d'achat des clients sont constamment révisées afin d'améliorer les éléments

de leurs chaînes d'approvisionnement. La complexité et l'hétérogénéité des standards de qualité sont devenues un obstacle important, surtout pour les PME, auxquelles s'ajoutent des coûts significatifs. Les entreprises se consacrant aux étapes initiales du processus de production et qui approvisionnent diverses destinations en intrants intermédiaires devront sans doute doubler leurs processus de production pour respecter les différents standards ou bien se soumettre à des procédures de certification contraignantes et ce plusieurs fois pour le même produit. À ce sujet, la coopération internationale en matière de réglementation (convergence de standards, exigences de certification et accords de reconnaissance mutuelle) peut alléger la charge que représente la conformité et peut améliorer la compétitivité.

Pour que les CVM aient un impact positif, une préparation adéquate est nécessaire. Le développement du capital humain peut s'adapter aux besoins des segments concrets de la chaîne de valeur. Les compétences spécialisées sont une condition requise préalable à la participation aux étapes à haute valeur ajoutée des chaînes associées aux industries comme les technologies de l'information, l'électronique et les produits pharmaceutiques. Par conséquent, les politiques visant à soutenir l'éducation et la formation technique constituent un instrument important pour accroître les gains de la production mondiale. ■